



NOVEMBRE 2017

Feuille de route pour une gestion migratoire durable au Sahel: enseignements d'Agadez

Une évaluation des conséquences que les politiques migratoires de l'Union européenne (UE) ont engendrées pour la ville d'Agadez montre que la campagne visant à mettre fin à la migration a abouti à la mise en œuvre de politiques qui ne sont pas propres au contexte ni ne tiennent compte des conflits et qui, ce faisant, portent atteinte à la stabilité et au développement locaux. Un problème connexe de l'initiative ayant pour but principal de mettre un terme à la migration est que la réduction des flux migratoires est devenue le seul indicateur de l'efficacité des politiques migratoires. Cet accent unilatéral passe à côté des défis plus importants de la migration pour la stabilité et le développement local dans la région, alors que les industries de la migration ont des effets tant bénéfiques que néfastes qui ne relèvent pas du champ des règlements et politiques internationales actuels. Outre des recommandations pratiques visant à améliorer le développement économique, la légitimité des autorités et la sécurité dans les régions de transit, la présente note de politique préconise par conséquent l'adoption de politiques migratoires plus durables, axées sur un programme de développement global et à long terme qui œuvre vers une stabilité et un développement inclusifs pour ces régions.

Introduction

Les politiques migratoires actuelles de l'Union européenne (UE) sont fortement axées sur l'externalisation des frontières par le biais d'approches sécuritaires. Cette stratégie politique consiste à conclure des accords visant à réduire la migration irrégulière à destination de l'Europe en mettant en place des obstacles tant physiques que virtuels dans les pays d'origine ou de transit. Le processus de Khartoum (novembre 2014), l'accord de La Valette (novembre 2015), et le récent accord conclu entre l'UE et la Turquie concernant les réfugiés (mars 2016) sont autant d'exemples qui illustrent cette approche. Ces accords

se fondent sur l'idée selon laquelle les pays empêcheront la migration irrégulière en construisant des murs aux frontières, en rénovant des centres de détention et en acceptant les demandeurs d'asile déboutés via des accords de réadmission. En contrepartie, les pays d'origine et de transit reçoivent des avantages tels qu'un financement du développement et la libéralisation du régime des visas.

Les politiques d'externalisation des frontières ont des conséquences importantes pour les villes du désert du Sahel telles que Gao au Mali, Agadez au Niger, Tamanrasset en Algérie, et Sebha en Libye. Ces villes sont devenues des points de transit

importants pour les flux migratoires mixtes transsahariens et sont par conséquent de plus en plus la cible des responsables politiques de l'UE désireux d'enrayer la migration irrégulière¹. Une ville de transit « n'est pas seulement un espace traversé », elle « est aussi un espace travaillé, urbanisé par le passage et l'installation de générations de migrants »². Encouragées par les possibilités économiques qu'engendrent les flux migratoires mixtes, de nombreuses villes du désert du Sahel se sont régénérées³, avant de finir comme cibles des politiques migratoires de l'UE cherchant à stopper la migration irrégulière.

Jusqu'ici, le programme européen en matière de migration a largement ignoré les liens forgés entre la migration et les économies locales, la dynamique de gouvernance et la sécurité, ce qui a eu des répercussions majeures sur la stabilité/l'instabilité et le développement régionaux. S'appuyant sur les conclusions d'un important projet de recherche relatif aux effets des politiques migratoires sur Agadez, où les interventions de l'UE ont dans une large mesure mis fin

à l'industrie de la migration irrégulière, la présente note de politique offre des recommandations concrètes en matière de politiques qui tendent vers une gestion migratoire plus durable dans la région du Sahel⁴.

La dimension économique⁵

Un cadre dominant dans le débat sur la migration assimile de façon erronée toutes les activités économiques liées à la migration irrégulière à la traite des êtres humains. Toutefois, dans la pratique, la facilitation de la migration irrégulière engendre également tout un éventail d'activités économiques plus régulières allant des garçons qui vont faire des courses pour les migrants dans les villes de transit, aux fournisseurs d'eau qui vendent aux migrants des cruches de plusieurs litres d'eau à emporter avec eux dans le désert, et appellent les boutiques et les opérateurs de transferts de fonds qui prévoient les besoins immédiats des migrants. Ces activités économiques favorisent la croissance dans les secteurs secondaires et alimentent à leur tour la demande en biens et services. En outre, les convois à bord desquels les migrants traversent la frontière sont étroitement liés au commerce transfrontalier informel. Un plus grand nombre de camions se dirigeant vers le nord signifie habituellement davantage de camions revenant vers le sud, remplis de biens et de marchandises qui sont ensuite vendus dans les pôles de transit.

- 1 Les flux migratoires mixtes intègrent les « mouvements temporaires et réversibles » [migration circulaire], « la migration à long terme », et la « migration forcée ». Guilmoto, C.Z. et F. Sandron. 2003. *Migration et développement*, Paris: La Documentation Française.
- 2 Bredeloup, S. 2012. 'Sahara Transit: Times, Spaces, People', *Population, Space and Place*, 18(4), 457.
- 3 Pliez, O. 2004. 'De l'immigration au transit? La Libye dans l'espace migratoire Euro-Africain,' dans : *La Nouvelle Libye : Sociétés, espaces et géopolitique au lendemain de l'embargo*, ed. Pliez, O., Paris : Editions Karthala, 89-104 ; De Haas, H. 2008. 'Migration irrégulière d'Afrique Occidentale en Afrique du nord et en Union Européenne. Une vue d'ensemble des tendances générales,' *Série Migration Research de l'OIM*, no. 32 ; Brachet, J. 2009. *Migrations transsahariennes: Vers un désert cosmopolite et morcelé (Niger)*. Bellecombe-en-Bauges : Croquant ; Brachet, J. 2012. 'Movement of People and Goods: Local Impacts and Dynamics of Migration to and through the Central Sahara,' dans : *Saharan Frontiers: Space and Mobility in Northwest Africa*, ed. Scheele, S. et J. McDougall, Bloomington, IN: Indiana University Press ; Bredeloup, S. 2012. 'Sahara Transit: Times, Spaces, People', *Population, Space and Place*, 18(4), 457-467.

- 4 La présente note de politique s'appuie sur les conclusions émanant du projet de recherche de l'Institut Clingendael intitulé : '[Une ligne dans le sable: Feuille de route pour une gestion de la migration durable à Agadez](#)'. Molenaar, F. et al. 2017. *Une ligne dans le sable : Feuille de route pour une gestion de la migration durable à Agadez*. La Haye : Unité de Recherche sur les Conflits, Institut Clingendael.
- 5 Voir la note de politique appliquée : Hoffmann, A., Meester, J. et Nabara H.M. 2017. [Migration et marchés à Agadez : Alternatives économiques durables à l'industrie migratoire](#), Institut Clingendael.

Grâce à son soutien à cet éventail d'activités économiques, l'industrie migratoire sert d'amortisseur économique pour les villes de transit et permet aux résidents de diversifier leurs revenus. En effet, dans le cadre du sondage que nous avons mené à Agadez, une personne interrogée sur trois a fait remarquer qu'elle tirait un revenu de l'industrie migratoire. Ce revenu est en outre important, car nombre d'autres secteurs économiques de la région ont accusé un repli ces dernières décennies. Le tourisme a pâti de la rébellion touareg, de la menace extrémiste dans la région, et du passage d'Agadez en zone rouge⁶ ; l'extraction de l'uranium a été frappée de plein fouet après la baisse mondiale du cours de l'uranium à laquelle nous avons assisté, et le gouvernement a fermé des sites d'extraction aurifère suite à sa vente de concessions à des multinationales étrangères et/ou pour répondre à la menace sécuritaire que posaient les orpailleurs soudanais et tchadiens armés dans la région. Les revenus agricoles fluctuent au gré des changements saisonniers et climatiques, et ne constituent plus une source fiable en raison des périodes de sécheresse récurrentes. Il s'ensuit que des politiques migratoires durables qui suppriment la migration irrégulière devraient veiller à ce que la population locale ait accès à des moyens de subsistance de substitution, tout particulièrement au vu de cette tendance plus générale de déclin économique régional.

Nos recherches montrent que les politiques migratoires qui sont en train d'être mises en œuvre à Agadez ne reconnaissent pas l'importance économique vitale de l'industrie migratoire et ont été appliquées sans mettre en place d'alternatives économiques significatives. Le Fonds d'affectation spéciale de l'UE met de côté une somme d'argent importante au profit du développement socioéconomique à long terme comme par exemple par le biais de projets agricoles. Pourtant, ces projets n'ont pour l'heure pas encore été mis en œuvre, laissant la population d'Agadez dans une situation

pire qu'avant que ne commence la mise en œuvre des politiques migratoires. Dans nos recherches, deux-tiers des personnes interrogées ont par conséquent fait observer que la communauté d'Agadez ne bénéficie pas des mesures d'atténuation de la migration, alors qu'une proportion similaire a indiqué que la communauté d'Agadez bénéficie beaucoup de la migration. La question reste de savoir à quel point il est possible à long terme de porter atteinte à un secteur économique important sans mettre en place de véritables alternatives économiques.

En s'appuyant sur les enseignements tirés d'Agadez, trois ensembles de recommandations s'appliquent afin d'exploiter le potentiel économique existant du Sahel lorsqu'on aborde les flux migratoires irréguliers :

1. Il est indispensable de promouvoir la création d'entreprises et d'activités génératrices de revenus à court terme. Des mesures concrètes pourraient comprendre la conduite d'évaluations participatives du marché, le soutien à la compétition des plans d'affaires, le déploiement de l'entretien et de la construction routiers, et la garantie que les acteurs internationaux s'engagent à s'approvisionner à l'échelle locale.
2. Il est également nécessaire d'œuvrer en faveur d'un environnement commercial propice à plus long terme. Le développement de l'esprit d'entreprise dans la région, la suppression des obstacles entravant l'accès aux marchés, la promotion d'une meilleure transparence et redevabilité des grandes entreprises, l'investissement dans les infrastructures et la possible exemption des villes sûres de l'alerte de voyage « zone rouge » représentent autant d'éléments clés y contribuant.
3. Il est impératif de concevoir des mesures de soutien qui tiennent compte des conflits. Ceci signifie que toute intervention dans la région doit éviter de cibler exclusivement les acteurs impliqués dans l'économie migratoire, doit gérer les perceptions et processus locaux, ainsi que les résultats réels d'une intervention, et doit éviter de créer des distorsions des marchés existants.

6 La même chose s'applique dans le Nord du Mali, dans le Sud de l'Algérie et en Libye.

La dimension en matière de gouvernance⁷

La qualité des institutions politiques et de gouvernance de façon plus générale affecterait les flux migratoires étant donné que des *institutions de grande qualité* sont réputées « indispensables aux perspectives de croissance et de développement d'un pays et affectent le sentiment de bien-être de la population »⁸. Ainsi par exemple, les travailleurs hautement qualifiés comme ceux faiblement qualifiés sont plus susceptibles de quitter les pays qui ont des niveaux de qualité institutionnelle faible⁹. De même, des études signalent que la corruption agit comme facteur d'incitation à la migration « sans doute parce qu'elle contribue à des conditions économiques pires et imprévisibles, à davantage d'insécurité et à une qualité de vie plus faible »¹⁰. L'absence d'une bonne gouvernance constitue ainsi une cause profonde de la migration. À tout le moins, les politiques en matière de migration irrégulière devraient tirer parti des ressources qui ont été mises à disposition à travers des politiques qui ciblent les régions d'origine et de transit des migrants afin d'investir dans la bonne gouvernance comme

moyen de contrer la migration irrégulière à moyen et long terme¹¹.

Nos recherches à Agadez montrent toutefois qu'une dynamique opposée se dessine. Les autorités font observer que les politiques migratoires que soutient l'UE, et qui sont principalement coordonnées par les autorités dans la capitale nigérienne de Niamey plutôt que la région même, ont monté les autorités locales contre leurs populations : « Les gens demandent pourquoi nous travaillons pour l'UE plutôt que pour eux, les personnes qui nous ont élus ». À ce jour, pratiquement aucun effort (inter)national visant à renforcer la légitimité des autorités locales n'est visible, ce qui suscite l'inquiétude. Ceci est malheureux car nos données d'enquête révèlent également que les habitants ont habituellement peu confiance dans les autorités publiques d'Agadez qui ne sont pas perçues comme serviables en période de crise, tout particulièrement par comparaison aux autorités traditionnelles telles que les notables de la communauté, les chefs traditionnels et les imams. À l'heure actuelle, les interventions dans la région créent une bonne occasion de travailler avec les autorités locales et de renforcer les pratiques de bonne gouvernance.

Parallèlement, ces efforts devraient reconnaître que les autorités publiques sont souvent impliquées, directement ou indirectement, dans la facilitation de la migration irrégulière : en d'autres mots, elles ne doivent pas en soi être considérées comme des interlocuteurs neutres.

7 Voir le résumé de l'étude appliquée Molenaar, F., Ursu, A.E. et Tinni, B.A. 2017. [Opportunités de gouvernance locale pour une gestion durable de la migration à Agadez](#), Institut Clingendael.

8 Dutta, N. et Roy, S. 2011. 'Do Potential Skilled Emigrants Care about Political Stability at Home?', *Review of Development Economics*, 15(3), 443.

9 Ariu, A., Docquier, F. et Squicciarini, M. 2016. 'Governance Quality and Net Migration Flows', *Regional Science and Urban Economics*, 60, 238-248.

10 Poprawe, M. 2015. 'On the Relationship between Corruption and Migration: Empirical Evidence from a Gravity Model of Migration', *Public Choice*, 163, 337-354 ; voir également Uys, T. et Senekal, A. 2015. "'Do We Stay or Do We Leave?' The Role of Trust and Engagement in Students' decision Whether to Remain in South Africa', *Journal of Sociology and Social Anthropology*, 6(1), 87-98.

11 En effet, une étude récente sur le lien entre l'aide extérieure et la migration internationale a révélé que l'aide à la gouvernance, telle que les investissements dans l'assistance au gouvernement et à la société civile ainsi que le soutien aux ONG, constitue le type d'aide le plus efficace pour ce qui est de ralentir la migration. Gamso, J. et Yuldashev, F. 2016. 'Targeted Foreign Aid and International Migration: Is Development-Promotion an Effective Immigration Policy?', document de conférence présenté à l'*American Political Science Association*, January 2016. Voir également : Gamso, J. et Yuldashev, F. 2016. 'Development Aid May not Deter Migration, But Governance Aid Will', *Refugees Deeply*, éditorial posté le 30 novembre 2016.

En effet, bien que la migration irrégulière défie la réglementation étatique, elle n'est pas forcément hors de la portée de l'État, et l'implication de l'État dans l'industrie de la migration irrégulière n'est pas non plus nécessairement antagoniste. Les acteurs étatiques officiels sont souvent prêts et disposés à participer à l'industrie de la migration irrégulière, impliquant que « ce qui est irrégulier n'est pas toujours strictement informel »¹². Dans la mesure où l'implication de ces acteurs contribue à l'érosion des institutions publiques existantes, ces acteurs accentuent l'une des causes profondes de la migration et devraient être ciblés en conséquence.

Dans le cas d'Agadez, la participation des forces de sécurité publiques à la facilitation de la migration est l'exemple le plus évident de la relation étroite que les acteurs étatiques entretiennent avec les zones d'ombre de l'industrie de la migration irrégulière. Les forces de sécurité d'Agadez bénéficient depuis longtemps financièrement de l'imposition de la migration irrégulière aux barrages de police le long des principaux itinéraires migratoires¹³. Les formations destinées à la police soutenues par l'UE et la criminalisation de la facilitation de la migration irrégulière ne semblent qu'accentuer cette dernière, car le prix des pots-de-vin est monté en flèche afin de correspondre à la hausse des interventions de police contre les passeurs. Les autorités politiques d'Agadez s'inquiètent que la hausse de la corruption dans la police mine encore plus la confiance que la population locale a dans les forces de l'ordre.

En s'appuyant sur les enseignements tirés d'Agadez, trois ensembles de recommandations en matière de politiques peuvent être formulées afin de veiller à ce que les politiques en matière de migration irrégulière ne portent pas atteinte à la bonne gouvernance et/ou qu'elles ne contribuent pas à l'érosion de l'État de l'intérieur :

1. Les responsables politiques pourraient stimuler la légitimité des autorités publiques en travaillant à l'aide de mécanismes consultatifs locaux pour planifier les interventions dans la région. Une telle stratégie permet une identification ascendante des griefs et priorités à l'échelle de la région, et pourrait renforcer la capacité des autorités locales à y répondre.
2. Le cas d'Agadez souligne l'importance de travailler avec des partenaires clés tels que les chaînes de radio et les autorités traditionnelles, afin d'informer les populations locales des interventions à venir. Tout manquement à ce faire aboutira à de folles spéculations et accusations selon lesquelles les autorités publiques locales détournent des fonds qui, en réalité, n'ont jamais été distribués dans la région.
3. Tout investissement dans des approches sécuritaires doit intégrer les enseignements tirés des efforts passés en matière de programmation et de réforme de la sécurité, et veiller à ce que la sécurisation de la gestion de la migration n'aboutisse pas à davantage de corruption et de violations des droits de l'homme.

La dimension sécuritaire¹⁴

L'industrie migratoire qui existait avant que ne soient déployées les interventions soutenues par l'UE dans la région n'était pas complètement inoffensive. Beaucoup de migrants ne survivaient pas au dur

12 Schoofs, S. 2015. [Making Sense of Informal Economies in Fragile Contexts. Issues, Dilemmas and Questions](#). La Haye : Unité de Recherche sur les Conflits, Institut Clingendael.

13 Molenaar, F. et El Kamouni-Janssen, F. 2017. [Turning the Tide. The Politics of Irregular Migration in the Sahel and Libya](#). La Haye : Unité de Recherche sur les Conflits, Institut Clingendael.

14 Pour une analyse approfondie de la dimension sécuritaire, voir la note de politique appliquée : Molenaar, F., Ursu, A.E. et Tinni, B.A. 2017. [Opportunités de gouvernance locale pour une gestion durable de la migration à Agadez](#), Institut Clingendael.

voyage à travers le désert et/ou étaient remis aux mains de trafiquants libyens qui sont parvenus à donner à l'exploitation et aux mauvais traitements des êtres humains une définition encore plus cruelle. Le trafic des migrants a autonomisé un groupe de jeunes hommes qui sont de plus en plus souvent entrés en conflit avec la population d'Agadez et les membres d'autres groupes ethniques¹⁵. La réglementation de la migration et la création de possibilités légales et sûres vers des destinations (africaines) de substitution représentent des outils importants pour répondre à ces inquiétudes. Malheureusement, le paradigme politique dominant visant à criminaliser la migration irrégulière sans mettre en place d'alternatives légales ne sert qu'à alimenter les zones d'ombre de l'industrie migratoire. Il est alors plus difficile d'assurer le suivi de la situation sur le terrain et les migrants finissent par être davantage exposés aux violations des droits de l'homme¹⁶.

Cette dernière dynamique est visible à Agadez, où la criminalisation de la migration irrégulière a transformé la physionomie de l'industrie migratoire. Avant la vague d'arrestations et de confiscations des camionnettes des passeurs qui a débuté fin 2016 – soutenue par la pression exercée par l'UE pour inciter à l'action – la facilitation de la migration était une industrie relativement sans obstacles. Comme souligné plus haut, le volume de migrants qui traversent la région a créé des opportunités économiques pour de nombreux résidents d'Agadez. Il en a également résulté une certaine concurrence « saine » entre différents passeurs, qui a permis le maintien de prix relativement stables et a veillé à ce que les clients migrants soient traités avec un certain niveau de décence. Les arrestations par la police et les confiscations de camionnettes ont fait obstacle à l'entrée dans l'industrie migratoire. Étant donné que les personnes

arrêtées étaient principalement les jeunes conducteurs de camionnettes et d'autres individus de petite envergure, l'industrie s'est consolidée entre les mains d'acteurs à l'attitude plus criminelle et versée dans d'exploitation.

La majorité des personnes interrogées au cours de notre étude soulignent que ces développements ont entraîné une plus grande insécurité pour les migrants, les résidents d'Agadez et plus généralement la région d'Agadez. Le séjour des migrants à Agadez et leur voyage à travers le désert sont devenus plus clandestins, plus coûteux et plus vulnérables aux violations des droits de l'homme et aux difficultés. L'insécurité s'étend également à la population d'Agadez, car beaucoup de jeunes hommes armés se livrent au banditisme pour répondre à leurs besoins économiques immédiats. Malgré la prévalence historique du banditisme, les personnes interrogées ont fait valoir que cette pratique s'est accentuée ces derniers temps et ont attribué cela à la fermeture simultanée des sites miniers aurifères locaux et à la répression de l'industrie migratoire. Du fait de ces événements, de nombreux jeunes hommes se sont retrouvés au chômage – des jeunes hommes ayant accès à des armes et à des moyens de transport.

L'augmentation de l'insécurité dans l'ensemble de la région d'Agadez est étroitement liée à l'emplacement de la région au cœur d'un conflit violent. En outre, des groupes armés du Nord du Mali, du Sud de l'Algérie et du Sud de la Libye sont affiliés aux principaux groupes ethniques d'Agadez par le biais de liens commerciaux et de liens de parenté. D'une part, la criminalisation de l'industrie migratoire a privé de leurs droits certains des groupes ethniques qui dominaient la facilitation de la migration irrégulière, comme c'est le cas des conducteurs toubou qui contrôlent la route entre Agadez et la Libye. L'absence d'autres possibilités économiques pour faire face à cette dernière forme de difficultés économiques a laissé les Toubou particulièrement lésés – amenant certaines élites régionales à penser qu'elles ne seront peut-être pas en mesure d'apaiser la communauté toubou indéfiniment.

15 Ibid.

16 Pour une analyse plus approfondie de cet argument, voir l'Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée 2017. *Understanding Contemporary Human Smuggling as a vector in migration: A field guide for practitioners*, Genève, GI.

D'autre part, la criminalisation de l'industrie migratoire a renforcé le contrôle des passeurs aguerris sur l'industrie. Lors de recherches antérieures, nous avons montré que ces passeurs sont généralement intouchables en raison de leurs liens avec les autorités politiques locales et nationales¹⁷. À long terme, la criminalisation de la migration contribue ainsi au renforcement de *fiefs locaux de trafic lucratif* qui sapent l'engagement des acteurs de la gouvernance locale envers les lois et les politiques nationales, compromettant ainsi la stabilité et l'efficacité des systèmes de gouvernance décentralisés¹⁸ et entraînant potentiellement davantage de migration à long terme.

En s'appuyant sur les enseignements tirés d'Agadez, trois ensembles de recommandations en matière de politiques peuvent être formulées pour le Sahel dans sa globalité, visant à assurer que la gestion des migrations ne contribue pas à l'insécurité, à l'instabilité et au conflit :

1. De préférence, la migration doit être réglementée et légalisée plutôt que criminalisée, afin d'éviter les excès décrits ci-dessus. Tant que cela ne constitue pas une alternative politique viable d'un point de vue politique, les interventions en matière sécuritaire doivent être conçues de sorte à contenir au moins une composante de sécurité des migrants et des communautés. Cela permettrait de s'assurer que les populations migrantes et locales ne sont pas moins bien loties en raison de la coopération des autorités locales avec la communauté internationale sur les questions de gestion des migrations.
2. Toutes les politiques doivent s'écarter des analyses de conflit local pour s'assurer que les interventions ne créent pas de lignes de conflit exacerbées dans la société.
3. Reconnaissant l'instabilité de la région du Sahel dans sa globalité, toute intervention devra inclure une prise de

conscience de la nécessité de prévenir et de contrer l'extrémisme violent. Ceci est particulièrement pertinent étant donné que la gestion des migrations met principalement l'accent sur des mesures de sécurité rigoureuses, qui, selon les recherches du PNUD, pourraient devenir des accélérateurs de recrutement importants si la manière dont elles sont mises en œuvre était perçue comme abusive¹⁹.

La voie à suivre – une gestion des migrations sensible aux conflits

Au-delà des recommandations concrètes, le cas d'Agadez présente plusieurs enseignements importants pour le développement de politiques migratoires visant plus généralement les pays de transit et d'origine. Premièrement, il est important d'adopter une approche globale à la migration et de prendre en compte le contexte dans lequel ces politiques sont mises en œuvre. En ce qui concerne Agadez, l'incapacité à remédier aux pratiques existantes de corruption policière et à la faible légitimité de l'État, à la tendance globale au déclin économique dans l'ensemble des secteurs et au fait que la stabilité régionale dépend d'accords avec des élites liées au trafic transfrontalier rendent ces politiques non viables à long terme. Aussi pratiques que puissent sembler les solutions de sécurisation à court terme, des politiques migratoires plus durables devront être motivées par un programme de développement global et à long terme qui favorise le développement inclusif et la stabilité dans la région. À tout le moins, les populations locales devraient être mieux loties en raison de la collaboration de leur gouvernement avec le programme de migration de l'UE.

17 Ibid.

18 Ballentine, K. et Sherman, J. 2003. *The Political Economy of Armed Conflict: Beyond Greed and Grievance*, Boulder, CO : Lynne Rienner Publishers.

19 Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). 2017. *Journey to Extremism in Africa: Drivers, Incentives and the Tipping Point for Recruitment*, New York, Bureau régional pour l'Afrique. 5.

Deuxièmement, et de manière connexe, le programme de migration de l'UE devra aller au-delà de l'objectif principal consistant à ramener la migration à zéro aujourd'hui, s'il veut être durable à long terme. Une gestion des migrations plus durable s'écarterait d'une analyse des conséquences positives et négatives de la migration pour les régions d'origine et de transit et développerait des politiques qui favorisent celles-ci tout en remédiant à celles-là. Cela signifierait de se concentrer sur les endroits où l'industrie migratoire montre des signes de collusion et d'abus et d'utiliser la politique de la carotte et du bâton de l'UE pour faire pression en faveur du changement. En ce sens, l'échec à relier les formations policières à Agadez à un processus plus vaste de réforme du secteur de la sécurité visant à lutter contre la corruption et l'insécurité policières dans la région est un cas évident d'occasion manquée. La gestion durable des migrations signifierait également de porter son attention sur les endroits où la migration (intra-africaine) présente des avantages évidents pour les pays d'accueil, de transit et d'origine et d'investir dans la régularisation et la normalisation de la migration²⁰. Cela nécessiterait un changement de paradigme dans lequel l'UE arrête de considérer la migration comme un phénomène négatif absolu, mais valorise la migration en fonction de ses mérites et de ses maux – à la fois en Afrique et chez nous²¹.




20 Les artisans d'Agadez qui allaient et venaient entre le Niger et l'Europe pour vendre leurs marchandises sur les marchés et les foires en sont un bon exemple. Maintenant que les politiques migratoires sont de plus en plus resserrées, ces artisans ne peuvent plus obtenir les visas si essentiels à leur subsistance.

21 Une vision plus proactive permettrait de faire le point, par exemple, sur la manière dont la migration légale pourrait prévoir les divers futurs besoins de main-d'œuvre en Europe.

À propos de l'Institut Clingendael

L'Institut néerlandais des relations internationales « Clingendael » est à la fois un think tank et une académie diplomatique de pointe dans le monde des affaires internationales. Nos analyses, formations et débats visent à créer et développer des outils pratiques qui aideront les gouvernements, les entreprises et la société civile afin de contribuer à un monde plus sûr, durable et juste.

www.clingendael.org
info@clingendael.org
+31 70 324 53 84

 @clingendaelorg
 The Clingendael Institute
 The Clingendael Institute

Remerciements

Ce rapport n'aurait pas été possible sans le soutien financier reçu de NWO-WOTRO – commandé par le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas et développé en étroite collaboration avec la plateforme de connaissances sur la sécurité et l'état de droit (SRoL-ARF5).



Netherlands Organisation
for Scientific Research



À propos d'auteur

Fransje Molenaar est chargée de recherche principale à l'Unité de Recherche sur les Conflits de l'Institut Clingendael.